

Fermes-usines

Les dessous
de l'élevage français



Contact presse :
Cécile Cailliez
cecile.cailliez@greenpeace.org
06 13 07 04 29

GREENPEACE

1% des fermes françaises produisent plus de la moitié des porcs, poulets et œufs produits en France. 1% seulement !

Cette ultra concentration de l'élevage a une conséquence visible dans nos champs : la multiplication des fermes-usines, ces énormes bâtiments où s'entassent tant bien que mal des milliers d'animaux. Greenpeace France a mis au point une cartographie de ces fermes-usines afin de démontrer l'étendue de l'élevage industriel sur le territoire. Elle résume également les menaces que cela représente pour la santé de notre planète, des citoyen-ne-s mais également des agriculteur-trice-s.

SOMMAIRE

I / Fermes-usines : répartition et enjeux	3
– Des fermes-usines sur tout le territoire.....	3
– C'est quoi une ferme-usine ?	3
– Un modèle qui menace l'élevage français.....	4
II / Fermes-usines : exemples et impacts concrets	5
– Quelques chiffres.....	5-6
– Focus sur trois fermes-usines et les problématiques liées	7-8
III/ Un autre modèle agricole est possible	9
– L'exemple de l'eau : l'élevage à l'herbe a un moindre impact les ressources naturelles	9
– La Politique agricole commune, pour changer de modèle.....	9



I / FERMES-USINES : RÉPARTITION ET ENJEUX

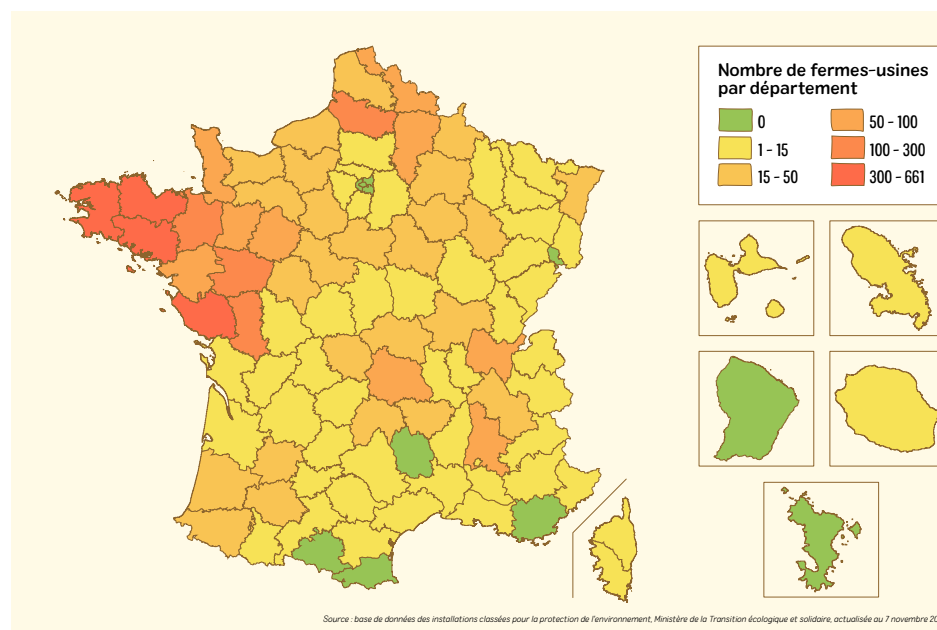
Des fermes-usines sur tout le territoire

Fermes de plus de 1000 vaches, 15 000 porcs ou encore 180 000 poules pondeuses. Bien loin de l'image d'épinal de la vache laitière broutant dans son pré ou du cochon en plein air dans sa flaque de boue, les établissements contenant des milliers de bêtes se multiplient sur le territoire français.

Greenpeace France a donc mis en place une méthodologie et établi une cartographie démontrant la répartition des fermes-usines sur le territoire. Le constat est accablant : selon la base de données du ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) (cf méthodologie), **4413 fermes-usines sont réparties dans 2340 communes**

françaises, comprenant les outre-mer. On retrouve des fermes-usines dans 90 % des départements français avec des régions plus ou moins impactées.

Le Grand Ouest et en particulier la région Bretagne est de loin la plus concernée par ces méga-fermes. Les trois départements en haut du classement sont bretons (les Côtes d'Armor, le Morbihan et le Finistère), avec 1720 fermes-usines réparties sur ces trois territoires. Cette concentration n'est pas sans conséquence puisque c'est également la région qui connaît le plus de problèmes liés à la pollution de l'eau, avec notamment le phénomène des algues vertes.



C'est quoi une ferme-usine ?

¹ Greenpeace considère ainsi qu'un élevage ne devrait pas recevoir d'argent public car trop industrialisé au delà d'1,5 unité de gros bétail par hectare (une unité de gros bétail correspondant par exemple à une vache laitière, deux truies ou 37 porcelets).

Les fermes-usines sont le symbole de l'élevage industriel. Elles se définissent par un grand nombre d'animaux élevés sur une surface trop petite¹ pour produire leur nourriture et/ou pour épandre sans risque le lisier ou fumier qu'ils ont produit.

Les conséquences de ce type d'élevage sont nombreuses. Sur l'environnement tout d'abord car ces fermes-usines con-

centrent les pollutions sur un territoire donné avec forcément des conséquences sur la biodiversité. Le phénomène des algues vertes en Bretagne en est l'illustration parfaite. Et ce n'est pas le seul désagrément auquel les riverains se trouvent confrontés : les odeurs peuvent être particulièrement désagréables, qu'il s'agisse des émissions directes d'ammoniac ou des épandages de lisier/fumier.

Au-delà de ces pollutions locales, cet élevage industriel importe également d'importantes quantités de soja qui contribue à la déforestation au Brésil et en Argentine. Il a également des conséquences sur la santé : l'entassement des animaux dans un espace restreint favorise l'apparition et la diffusion de maladies et donc l'usage notamment préventif d'antibiotiques. La sur-utilisation d'antibiotiques contribue au phénomène de résistance antimicrobienne dont les conséquences sur la santé humaine peuvent être dramatiques. Par ailleurs, des centaines de vaches, des milliers de cochons et des dizaines de milliers de volailles sont entassés dans des bâtiments, sans aucun respect du comportement naturel ni du bien-être des animaux. Sur le volet économique, ces fermes-usines sont très souvent "intégrées", c'est-à-dire contrôlées en partie par des entreprises ou coopératives, ce qui entrave notre souveraineté alimentaire. Enfin, on assiste à la disparition des paysans en France et en Europe.

Un modèle qui menace l'élevage français

Le développement de ces mastodontes de l'élevage va à l'encontre des intérêts de l'agriculture française. Le discours qui consiste à dire que plusieurs modèles d'agriculture peuvent et doivent coexister est un mythe. Dans les faits, l'agriculture industrielle en imposant une logique de gros volumes à bas prix, a un effet prédateur sur une agriculture écologique car :

- Elle impose une structuration par filière plutôt que par territoire. Par exemple, les abattoirs ont disparu des régions céréalières au profit du Grand Ouest. Cela entretient une logique de spécialisation de nos territoires français et non de diversification. Or seule une diversification de l'agriculture nous permettra de satisfaire nos besoins d'ici 2050 en respectant les écosystèmes et notre santé.
- Elle accapare des subventions publiques pour son maintien, subventions qui devraient être utilisées pour un modèle d'agriculture écologique et la transition vers ce modèle.
- Elle répond aux problèmes environnementaux par des normes au coup par coup au lieu de transformer le système en profondeur. Ces normes ont parfois un effet contre-productif : elles pénalisent une agriculture écologique à taille humaine.

² Par « volailles », on entend : les poulets, poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans et perdrix, élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement.

³ Ainsi que pour le transit et la vente de bovins lorsque leur présence simultanée est supérieure à 24 heures, à l'exclusion des rassemblements occasionnels.

MÉTHODOLOGIE DE LA CARTOGRAPHIE

Pour illustrer l'élevage industriel en France et identifier les fermes-usines présentes sur le territoire, nous avons eu recours à la base de données la plus complète et disponible à ce jour, celle des installations classées du ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES). La liste ([qui est disponible sur internet](#)) nous a été fournie le 7 novembre 2018 par le MTES et correspond à une version actualisée à cette date.

Elle représente toutes les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en bovins, porcins et volailles qui sont soumises à autorisation et en fonctionnement. Plus concrètement, cela correspond aux fermes-usines qui dépassent les seuils suivants :

- Plus de 750 emplacements pour les truies
- Plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)
- Plus de 40 000 emplacements pour les volailles²
- Plus de 400 vaches laitières
- Plus de 800 animaux pour les élevages de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement³

Cela correspond à des fermes gigantesques au regard des moyennes françaises, qui étaient en 2014 de 40 vaches laitières, 665 porcs et en 2013 de 215 truies.

Une carte a ensuite été réalisée pour avoir une idée de la répartition géographique de ces fermes-usines. En effet, plus les fermes-usines sont nombreuses à l'échelle d'un territoire, plus la pression environnementale sera conséquente.

II / FERMES-USINES : EXEMPLES ET IMPACTS CONCRETS

Quelques chiffres

// Concentration des filières

Les fermes-usines sont le symbole d'un modèle d'élevage extrêmement concentré. Les filières volailles et porcs sont particulièrement concernées puisque 4849 exploitations produisent plus de 60 % de la production viande de porc et de volaille et d'œufs. Elles représentent seulement 1,1 % des exploitations de 2013. La filière laitière n'est pas encore aussi industrialisée mais elle en prend néanmoins le chemin. La majorité du lait est aujourd'hui produit par des vaches de race Prim'Holstein, en partie nourries de maïs ensilage et de tourteau de soja OGM, dans des troupeaux de plus en plus grands dont certains ne sortent plus. Aujourd'hui 15 % des vaches laitières et environ 70 % des chèvres ne sortent jamais pâturer. Cela se traduit également en nombre de fermes puisque trois millions de fermes ont disparu en Europe entre 2007 et 2013.

// Pollution de l'eau

En Europe, l'élevage est responsable de près des trois quarts des pollutions agricoles de l'eau à l'azote et au phosphore. L'excès d'azote d'origine agricole est l'une des principales causes de la pollution de l'eau. Au moins 10 millions de personnes en Europe peuvent être exposées à de l'eau de consommation avec des concentrations en nitrates supérieures aux seuils recommandés.

// Usage des antibiotiques

Avec 70 % des antibiotiques consommés, le secteur de l'élevage est désormais le plus gros consommateur d'antibiotiques au monde.

Les fermes-usines utilisent des antibiotiques non seulement de manière thérapeutique mais aussi en médecine préventive, pour prévenir l'arrivée d'une maladie ou en traitant un élevage entier alors qu'un seul animal est malade. L'usage des antibiotiques en élevage dans le monde devrait augmenter de 67 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 2010 (de 63 151 tonnes à 105 596 tonnes).

// Usage des terres et déforestation

L'élevage utilise près des deux tiers des terres agricoles en Europe. Mais aussi énormément de terres en dehors de l'Europe puisqu'environ 20 millions d'hectares hors-Europe sont nécessaires pour cultiver des protéines utilisées pour l'alimentation du bétail européen.

Environ 75 % des protéines utilisées pour l'alimentation animale en Europe sont importées, la plupart étant produites au Brésil et en Argentine, ce qui engendre de la déforestation, des pertes de biodiversité et des pollutions dans la forêt amazonienne et la savane du Cerrado, au Brésil, et dans la forêt du Chaco, en Argentine.



Bâtiment d'élevage industriel.
© Greenpeace



Ferme-usine vue du ciel.
© Greenpeace

// Biodiversité :

60 % des vertébrés sauvages ont disparu ces 50 dernières années alors que le nombre d’animaux d’élevage a plus que triplé.

// Climat :

L’élevage est responsable de 14,5 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Autant que le secteur des transports.

Si on ne fait rien, en 2050, 52 % des émissions de gaz à effet de serre proviendront de l’agriculture, dont 70 % de l’élevage spécifiquement.

// Aides de la PAC

Parmi ces 4413 fermes-usines, on a pu retracer 1470 bénéficiaires d’aides de la Politique agricole commune pour un montant total de 48 millions d’euros, dont 14 millions d’euros dédiés à des mesures dites de “verdissement”. Ces 48 millions d’euros devraient servir à la transition vers un autre modèle, surtout en ces temps de disette budgétaire. Et cela sans compter toutes les aides dont bénéficient les cultures destinées à l’alimentation animale et qui subventionnent donc indirectement l’élevage industriel.

TABLEAU DES AIDES DE LA PAC

TYPE DE PRODUCTION	Nombre de fermes	Somme des aides PAC	Moyenne par ferme	Somme des aides verdissement
Porcs/Truies	378	11 676 980 €	30 891 €	3 242 351 €
Bovins	179	14 227 767 €	79 485 €	4 571 045 €
Volailles	888	21 081 751 €	23 741 €	5 919 170 €
Élevage mixte (Porcs/volailles, volailles/bovins, ...)	25	976 581 €	39 063 €	282 562 €
TOTAL	1470	47 963 080 €	32 628 €	14 015 128 €

Source : Telepac, paiements du 16 octobre 2016 au 15 octobre 2017

Focus sur trois fermes-usines et les problématiques liées

À Landunvez, une ferme-usine de cochons inquiète concernant la pollution de l'eau

Dans le Finistère Nord, une ferme-usine qui produit 26 000 porcs par an mobilise les riverains et les associations de protection de l'environnement. En plus des odeurs et des bruits, ce qui inquiète le plus ici c'est la proximité de la ferme avec des cours d'eau et le littoral. La ferme Avel Vor produit en effet plus de 60 tonnes de lisier par jour. Les riverains s'inquiètent et prennent en exemple un accident produit en avril 2018 : 100 000 litres de lisier s'étaient déversés d'une autre ferme dans la rivière du Jet, entraînant une mortalité très importante de poissons dans la pisciculture du Jet et polluant le ruisseau sur une distance de 12 km.

>> Témoignage

"Landunvez c'est une belle commune, avec une magnifique côte sauvage et plusieurs plages. Dommage que l'on ne puisse plus en profiter : les plages sont fermées administrativement à cause de l'excès d'E. Coli (bactéries fécales) et on a des qualités d'eau lamentables. Je ne dis pas que la porcherie d'Avel Vor est la seule responsable. Mais avec autant d'animaux, ils y contribuent forcément. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la dernière demande d'extension. Aujourd'hui ils produisent plus de 26 000 porcs par an ce qui correspond à 60 tonnes de lisier par jour. Et qui dit lisier, dit épandage. D'après mes calculs, et malgré leur station d'épuration, ils produiraient autant d'E. Coli qu'une ville de 29 000 habitants. Or il n'y a que 1400 habitants sur la commune. Difficile donc de ne pas faire le lien entre les pollutions et la porcherie. Et sachant qu'ils font des demandes d'extension tous les deux ans, on se demande quand ça va s'arrêter."

Laurent Le Berre, riverain de la commune limitrophe et secrétaire de l'Association pour la protection de la Côte des Légendes.



Fosse à lisier, partie solide.
© Greenpeace

À Lescout, un poulailler géant menace la santé des habitants

Taux anormalement élevé de cancers, expert révoqué, tests douteux... Autant d'inquiétudes pour les habitants de Lescout, un village du Tarn. En effet, une ferme-usine de 185 000 poules pondeuses est suspectée d'être à l'origine de maladies chez les habitants du village. En cause : les émanations d'ammoniac en provenance de la ferme-usine Gallès. La ferme est suspectée d'avoir causé des pathologies gastriques, des maux de tête, de gorge et même des cancers des yeux dans la population voisine. Encore plus grave : la ferme est située à moins de 700 mètres d'une école !

>> Témoignage

"Au départ, c'était une simple affaire de voisinage avec des problèmes d'odeurs et de bruits. Jusqu'à ce que, rapport d'expert à l'appui, on suspecte cette usine d'être liée, à cause de ses émissions d'ammoniac, au taux anormalement élevé de cancers sur la commune. À tel point que certains habitants du village parlent de "diagonale de la mort" car l'apparition de ces cancers suit une diagonale qui correspond à la ligne des vents dominants. On a aujourd'hui que des suspicions mais j'habite moi-même sur la diagonale et je ne veux pas que mes enfants servent de cobayes. Pour savoir ce qu'il en est, il faudrait que l'on puisse effectuer des mesures en toute indépendance. Mais même pour ça, la préfecture joue la montre et cultive l'ambiguïté."

Thomas Drieux, parent d'élève et conseiller municipal de Lescout.



Fosse à lisier, partie liquide.
© Greenpeace

**À Escoubes,
un projet d'agrandissement de ferme
menace les paysans locaux**

Le village d'Escoubes comprend déjà de nombreux éleveurs porcins, qui alimentent la filière jambon de Bayonne dans la région. Aujourd'hui, les agriculteurs de la commune produisent déjà 20 000 porcs par an. Un projet de création de ferme-usine sur des terrains appartenant à la SARL La Ribère prévoit d'augmenter encore davantage la production sur la commune. Cette dernière prévoit en effet de s'agrandir jusqu'à pouvoir produire 17 000 porcs par an. Ce projet de ferme-usine portera la production annuelle à 37 000 porcs dans un village comptant 402 habitants.

>> Témoignage

"C'est un projet insensé : l'éleveur ne sert que de façade à une structure qui n'a rien d'agricole. Car au final ce sont des agro-industriels, FIPSO et EURALIS, qui seront actionnaires à 90 % de cette porcherie industrielle. Ce projet soulève l'opposition de nombreux habitants, mais aussi d'un certain nombre d'agriculteurs ! En effet, le choix de ce site, la commune d'Escoubès, impacte directement une région déjà bien fournie en porcheries d'exploitation familiale. Mais, semble-t-il, on préfère aux élevages familiaux déjà installés, l'industrialisation massive de l'élevage porcin sans considération aucune pour la profession d'agriculteurs amoureux de leur métier dont l'autonomie est primordiale."

**Célia Layre, Présidente de l'association
Bien vivre dans les coteaux du Béarn et
fille d'habitants de la commune.**



Projet de création d'une ferme-usine
à côté d'une porcherie existante.
© Greenpeace

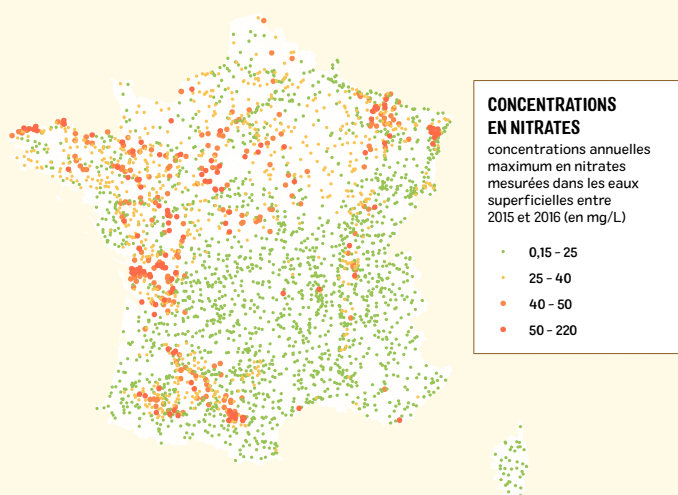
III / UN AUTRE MODÈLE AGRICOLE EST POSSIBLE

Si l'élevage industriel est une menace, il existe cependant des alternatives viables et souhaitables, représentées par l'élevage écologique. Cet élevage⁴ s'appuie sur l'utilisation de prairies, pâtures et résidus pour l'alimentation des animaux, pour éviter au maximum l'utilisation des terres arables et la concurrence avec les terres destinées à l'alimentation directe des humains. Ce modèle d'agriculture écologique nécessite forcément une réduction drastique de l'élevage et de la consommation de produits animaux.

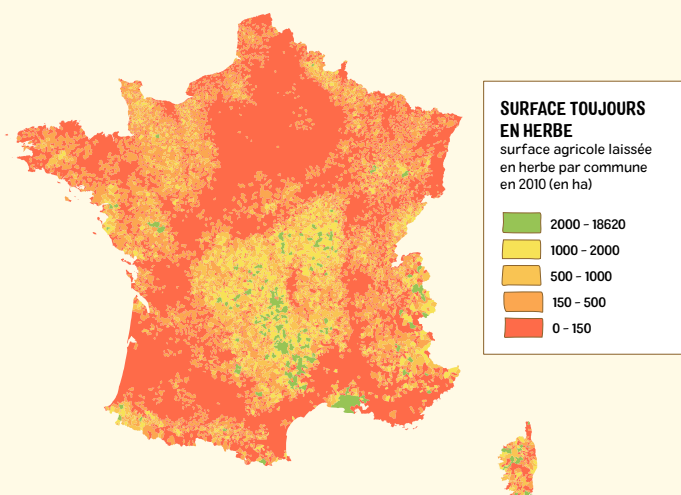
L'exemple de l'eau : l'élevage à l'herbe a un moindre impact les ressources naturelles

Ces deux cartographies représentent d'un côté les concentrations en nitrates dans les eaux françaises et de l'autre les surfaces laissées en herbe en agriculture, ce qui correspond donc aux zones de production les moins intensives. On constate que les zones avec le plus de surface toujours en herbe sont également celles où l'on retrouve

les concentrations en nitrates les plus faibles. Cela illustre qu'un modèle d'élevage plus écologique a un impact bien moindre sur l'environnement. C'est bien l'industrialisation et la surproduction qui posent problème, non pas l'élevage en tant que tel qui peut être pratiqué de manière écologique.



Eau France, Répertoire des données publiques sur l'eau. Etude 2014-2015 effectuée au titre de la Directive "nitrates". Téléchargées en novembre 2018.



AGRESTE, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Recensement Général Agricole, 2010.

La Politique agricole commune pour changer de modèle

⁴ L'agriculture écologique s'appuie soit sur un modèle mixte (polyculture et élevage) soit sur le pastoralisme dans les régions qui ne peuvent pas être cultivées.

Greenpeace considère que les animaux et l'élevage jouent un rôle essentiel dans les systèmes agricoles. Il ne s'agit donc pas de supprimer l'élevage mais de transformer les modes de production en profondeur pour revenir à des modèles beaucoup plus écologiques.

Avec un budget d'environ 400 milliards d'euros, la Politique agricole commune est un formidable levier pour actionner cette transformation. Or, la prochaine politique agricole commune sera mise en place en 2021 et les négociations ont déjà commencé.



GREENPEACE DEMANDE AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE :

1) Le gel des nouveaux projets de fermes-usines

Trop c'est trop ! Qu'il s'agisse de la création de nouvelles fermes-usines ou de l'extension de fermes-usines existantes, il faut que ça cesse. Cette surproduction est néfaste pour le climat, la biodiversité et notre santé, sans compter l'impact qu'elle a sur les paysan-ne-s qui connaissent des crises sans précédent. Ce modèle d'élevage industriel est prédateur d'un modèle d'élevage écologique.

2) Pas d'argent public pour les fermes-usines !

Toutes les filières d'élevage bénéficient d'argent public issu de nos impôts. Au total, en 2017, ces fermes-usines ont touché au moins 48 millions d'euros provenant directement de la Politique agricole commune. Sans compter toutes les aides dont bénéficient les cultures destinées à l'alimentation animale et qui subventionnent donc indirectement l'élevage industriel. Les millions d'euros d'argent public touchés par ces mastodontes de l'élevage doivent être dédiés à la transition vers une agriculture écologique.

3) Une réaffectation des moyens vers la métamorphose du système agricole

Dans le cadre des négociations pour la prochaine PAC, il est impératif que les Etats membres fassent preuve d'ambition pour développer l'agriculture écologique, en lui accordant les subventions nécessaires. Plus de la moitié des aides de la PAC doivent être dédiées à l'environnement et au climat. Un dispositif obligatoire doit être introduit pour récompenser les efforts de tou-te-s les paysan-ne-s qui, en France comme en Europe, contribuent à la protection de l'environnement et à la lutte contre le réchauffement climatique. Il faut également renforcer les critères environnementaux que les paysan-ne-s doivent respecter pour recevoir les subventions européennes. Enfin, un plafond pour le versement des subventions est indispensable afin de favoriser les fermes à taille humaine plutôt que le développement de fermes industrielles.

Retrouver toutes les demandes
de Greenpeace pour la prochaine PAC

Contact presse :

Cécile Cailliez

cecile.cailliez@greenpeace.org

06 13 07 04 29